



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 24 AVR. 2025

mettant en demeure la société VELTZ-VIX à Gambsheim de respecter les prescriptions relatives à l'aménagement et à l'exploitation de ses installations à Gambsheim

AIOT 0006700124
SIRET 69850323200028

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 autorisant la société VELTZ-VIX à exploiter une carrière, des installations de traitement des matériaux de carrières et une station de transit de produits minéraux située à GAMBSHEIM ;
- VU** le courrier de l'exploitant du 05 septembre 2023 portant à connaissance le projet de modification des installations ;
- VU** le courrier de la DREAL du 20 septembre 2023 en réponse au courrier de l'exploitant du 05 septembre 2023 sus-visé ;
- VU** le rapport du 11 mars 2025 de la visite de l'inspection du 11 février 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 sus-visé dispose à son article 9.1 : « *Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des déchets ou des déchets d'extraction de carrières extérieurs au site est interdite.* » ;

CONSIDÉRANT que le courrier de l'exploitant du 05 septembre 2023 sus-visé ne précise pas l'emploi de matériaux extérieurs au site pour la réalisation des aménagements portés à connaissance ;

CONSIDÉRANT que dans le courrier de la DREAL du 20 septembre 2023 sus-visé, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser la nature des matériaux prévus pour

les remblaiements projetés par l'exploitant dans son projet de modification des aménagements du site ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 11 février 2025, il a été constaté le remblaiement dans le plan d'eau « Kaelbergrün » par des matériaux terreux ne provenant pas du site ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 11 février 2025, il a été constaté que l'exploitant admet sur site des déblais terreux après contrôle des chargements ; que l'exploitant consigne les réceptions de déblais terreux dans un registre ; que l'inspection n'a pas constaté de non conformité des admissions de déblais terreux aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sus-visé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 11 février 2025, il a été constaté que l'exploitant dispose du registre des déblais terreux admis et des bordereaux d'accueil, conformément aux dispositions du III de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel sus-visé du 22 septembre 1994 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 11 février 2025, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets autres que les déblais terreux déclarés par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de constatation de non conformité sur les déblais terreux accueillis sur le site, il n'y a pas lieu, à ce stade, de prendre des mesures d'étude en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'accueil de matériaux extérieurs pour la réalisation d'aménagements sur l'emprise autorisée du site constitue une modification des conditions d'exploitation et nécessite la modification des prescriptions définies par l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 sus-visé ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 181-46-II du code de l'environnement dispose que : « Toute [...] *modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.* » ; que l'exploitant n'a pas porté à connaissance du préfet la modification constituée par l'accueil de matériaux extérieurs pour leur utilisation en remblaiement ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société VELTZ-VIX est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations à 67760 Gambsheim de respecter, dans le délai de 3 (trois) mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- I. de l'article R 181-46-II du code de l'environnement, reprises ci-après :
« Toute [...] modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation

doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Sans objet.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

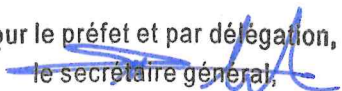
Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VELTZ-VIX par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Gambenheim.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL